

La casse sociale se poursuit au Département de Vaucluse au mépris de la Loi, des agents, de la population et des représentants élus du personnel et politiques.

FERMETURE DU LABORATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSE



La Présidente gère la collectivité comme une entreprise, ne s'intéressant qu'aux économies et investissements au profit d'intérêts bien loin des besoins de la population et des conditions de travail des agents. Ceci dans l'irrespect du sens du service public et de la Loi. Une nouvelle réorganisation avec fermeture d'un service et abandon de missions de service public a été décidé et annoncé sans passer par les Instances représentatives du personnel ni même en assemblée délibérante. Pour rappel, la Loi est précise et non interprétable, elle dit que les employeurs territoriaux doivent soumettre les dossiers de projets de fermetures de service et de réorganisations à l'avis du Comité Social Territorial. Le rapport soumis à l'instance doit présenter tous les éléments relatifs au projet de suppression (nature des emplois, répartition des emplois par services et motif argumenté et détaillé de la suppression). Le motif doit être exposé de façon suffisamment précise, sans se limiter à des considérations d'ordre général. A défaut, la délibération pourrait être entachée d'illégalité. **La décision de suppression doit nécessairement faire l'objet d'une délibération.**

Cela devient une habitude au Département de Vaucluse, la Présidente décide dans une toute puissance inquiétante, elle réduit les Instances à des chambres d'enregistrement. Ce procédé est très inquiétant et a des conséquences catastrophiques sur les missions de service public et sur les conditions de travail. Cela impacte fortement les Vauclusiens qui

petit à petit se retrouvent **dépouillés de leur Bien commun.** Les agents du laboratoire se retrouvent aujourd'hui face à une décision de fermeture de service sans que rien n'ait été préparé, qu'en sera-t-il de leur avenir dans la collectivité et que deviendront les contractuels ? Qui sera en mesure d'assurer les missions du laboratoire sur le département ... Les représentants du personnel n'ont été associés à aucune réunion de travail afin de vérifier les conditions de reclassement auxquelles seront soumis les agents concernés. C'est inadmissible. Il nous sera présenté en Instance un dossier déjà bouclé, succinct et verrouillé. **Le mépris de la Loi et de la démocratie doit cesser. Le service public doit être préservé et défendu.** L'austérité est à tous les étages au Département de Vaucluse et il n'y a aucun dialogue social malgré les effets d'annonce et de communication. **Mensonge, Mépris, et Casse sont à l'ordre du jour. Les représentants du personnel ne peuvent assurer leurs missions dans ces conditions.**

La fermeture du laboratoire départemental d'analyses ne respecte aucun protocole. L'administration est en train de prendre une décision dans le mépris le plus total des agents, des consommateurs, des organisations syndicales, de la Loi et de la démocratie. Comment accepter que les agents et les organisations syndicales apprennent le 12 mars dans un simple communiqué paru sur Ariane (l'intranet de notre collectivité) que le laboratoire départemental devrait cesser ses activités (hygiène alimentaire et biologie vétérinaire, soit les dernières activités restantes depuis la fermeture de l'hydrologie en 2016) au 1^{er} septembre 2024 avec fin d'activité prévue au 1^{er} juin.

Les arguments avancés sont :

L'environnement fortement concurrentiel, des projections de développement ne garantissant pas une diminution du déficit à un niveau raisonnable pour les finances du département, des activités qui ne rentrent pas dans les missions obligatoires du

département, des investissements très importants sur le bâtiment pour répondre aux contraintes d'accréditation du laboratoire.

Comment vérifier ces données et le sort que subiront les agents sans étude d'impact sérieuse. Comment expliquer que le plan économique proposé par la Direction de ce service en lien avec les agents n'ait même pas été tenté. Cela aurait pourtant pu sauver ce service. La Présidente aurait-elle oublié que les missions de service public ne peuvent servir à faire du profit et doivent répondre à l'intérêt général. Les missions du Laboratoire Départementale sont nécessaires aux conditions sanitaires et d'hygiène pour la population. Des obligations légales s'imposent aux cantines collectives, aux agriculteurs, aux restaurateurs, producteurs, bouchers, apiculteurs, Malgré les propos tenus par l'autorité territoriale, il n'existe pas sur le territoire de laboratoires compétents pour assurer les analyses attendues légalement et nécessaires à des conditions sanitaires, vétérinaires et alimentaires, assurant la sécurité de la population. Ce sont des milliers de professionnels qui sont aujourd'hui mis à mal et des vies qui sont mises en danger.

Les finances du Département et les missions ne sont soumises qu'aux choix politiques de la Présidente (mise en place du réseau santé, passage de la flamme olympique dans le Vaucluse, ...), ces arguments n'ont qu'une valeur subjective, environ 78 départements ont fait le choix de pérenniser ce service, pour exemple le Département de Haute Garonne fait campagne publiquement pour promouvoir les missions de leur Laboratoire. Nous rappelons à la Présidente qu'elle a été élue pour gérer une collectivité au service des Vauclusiens à qui elle doit rendre des comptes ainsi qu'à leurs élus, et qu'elle doit s'appuyer sur les besoins de la population prioritairement. Force est de constater

que les finances publiques sont investies pour servir d'autres intérêts qui posent question ...

Sachant que les clients et partenaires, ont été informés du projet de fermeture mais n'auront aucun accompagnement et seront en grande difficulté pour effectuer les analyses spécifiques effectuées par notre laboratoire. Quid des analyses. Ce service compétent et hautement pointu, détenteur d'accréditations et d'agrément ministériels, n'a pas son équivalent sur le Département. Cela aura des conséquences sanitaires certaines qui impacteront la population.

Nous rappelons que les laboratoires départementaux, participent à la surveillance épidémiologique, à la détection précoce de foyers et de situations sanitaires à risques par leur connaissance du contexte épidémiologique local. D'autre part, quand le laboratoire aura cessé ses activités, les analyses garantissant la sécurité alimentaire dans les restaurations collectives (dont scolaires) seront soumises à des prestataires, qui pour gagner des marchés n'hésiteront sûrement pas à rogner sur la qualité des services, et malheureusement il s'agit de la santé de nos enfants.

Un dossier approximatif sera présenté à l'instance du 12 avril. Le vide concernant les projets de reclassements qui concernent 25 agents (titulaires et contractuels) déjà reçus dans cette perspective. Il est pourtant de notre devoir de questionner sur le reclassement prévu pour ses personnels qui ont des métiers aussi spécifiques. Les droits de vos élus sont littéralement piétinés, nous refusons de laisser de telles pratiques se poursuivre. **Sur l'ensemble du Département des réorganisations se mettent en place sur le même modèle, des missions de service public clés ont déjà disparu où sont confiées à des prestataires dans le mépris de la population, des agents et des valeurs du service public.** La CGT poursuivra sa mission et rappellera toujours la Loi afin de défendre les intérêts des travailleurs, des Vauclusiens et du service public

Nous exigeons qu'une Instance CST/FSSSCT spécifique soit organisée en urgence et qu'une étude d'impact de cette réorganisation sur le travail des agents et les effets sur la population soit effectuée par un cabinet d'expertise indépendant